

Press Release

contact: Con
Neil Calder
neil.calder@iter.org
Tel: 00 33 (0)6 14 16 41 75



Réunion Conseil ITER Vers une gestion scientifique globale

Cadarache, France 20 Novembre 2008

Le Conseil ITER, le Conseil d'administration de l'Organisation ITER créée il y a un an, s'est réuni pour la troisième fois les 19 et 20 novembre 2008.

Ces deux journées de réunion, à Cadarache, ont rassemblé les représentants gouvernementaux des sept Partenaires du programme ITER : la Chine, l'Union européenne, l'Inde, le Japon, la Corée, la Russie et les Etats-Unis.

ITER est un projet sans équivalent dans l'histoire. Son objectif est de démontrer la faisabilité de la fusion, en tant que source d'énergie sûre et durable pour les siècles à venir.

Avant d'entamer leurs travaux, les délégués du Conseil ITER avaient effectué une visite du site de construction (180 hectares) et pris la mesure des progrès accomplis dans la préparation des infrastructures et des réseaux. Ils ont également visité les nouveaux locaux qui accueillent le siège de l'Organisation.

Le directeur général de l'Organisation ITER, Kaname Ikeda, a dressé un bilan des progrès réalisés depuis la précédente réunion du Conseil au mois de juin 2008. Le rythme de développement rapide de l'Organisation, l'intégration des savoir-faire, de l'expérience et des attentes des Partenaires ont constitué quelques-uns des points forts de son intervention. « Pour maintenir son élan, ITER doit s'appuyer sur l'effort collectif et le soutien continu de chacun de ses Partenaires. Ainsi seront établies les bases d'un nouveau modèle de collaboration scientifique globale. »



Le rapport d'étape du Comité Briscoe, mis en place par le Conseil lors de sa dernière réunion, a formulé des recommandations portant sur une estimation rigoureuse des ressources, sur le calendrier du programme et sur l'organisation du management. Le Comité a recommandé de mettre en place une approche mieux intégrée, impliquant une meilleure collaboration entre l'Organisation ITER et les Agences domestiques.

Renforcer encore l'intégration est essentiel pour l'avancement du programme, pour optimiser le management et maîtriser les coûts.

La signature de cinq « Accords de fourniture » avec les agences domestiques européenne, japonaise et coréenne, pour un total de 414,5 millions d'euros, est un des signes forts attestant de la progression du programme ITER.

La signature de ces documents, étape essentielle pour le projet, constitue un pas important vers la construction de l'installation.

Ces cinq « Accords de fourniture » portent sur la construction de sections de la chambre à vide en Corée ; sur la fabrication des bobinages de l'aimant de champ toroïdal et de ses éléments structurels au Japon, et prévoit la construction, sur le site même d'ITER, d'une installation de bobinage où sera finalisée la fabrication de cinq des six bobines de champ poloïdal. Cette installation sera financée par l'Union européenne.

Le Conseil a également donné son accord pour la mise en place du Programme test des modules de couverture. Ces modules permettront de tester divers concepts destinés à assurer aux futures centrales industrielles de fusion une autonomie en tritium.

Les mandats de Sir Chris Llewellyn Smith futur



Des photos de la réunion du Conseil sont disponibles à l'adresse internet suivante :

http://www.iter.org/press_release/2008_11/images_fr

CONTEXTE

ITER sera la plus grande installation expérimentale de fusion jamais construite. Elle a été conçue pour démontrer la faisabilité scientifique et technique de l'énergie de fusion.

La fusion est à l'origine de l'énergie du Soleil et des étoiles. Quand des noyaux d'atomes légers fusionnent pour former des noyaux plus lourds, une grande quantité d'énergie se trouve libérée. La recherche sur la fusion vise à développer un prototype de « centrale de fusion » qui soit à la fois sûr, fiable, respectueux de l'environnement et viable d'un point de vue économique. La fusion repose sur une ressource en combustible abondante et universellement accessible.

ITER est implanté à Cadarache, dans le sud de la France. La contribution de l'Europe représente quasiment la moitié du coût de la machine ; les six